



arte Tous surveillés

7 milliards de suspects

UN DOCUMENTAIRE DE SYLVAIN LOUVET

Mardi 21 avril 2020 à 20.50

Et sur [arte.tv](https://www.arte.tv) du 14 avril au 19 juin 2020



Mardi 21 avril 2020 à 20.50
Et sur arte.tv du 14 avril au 19 juin 2020

Tous surveillés 7 milliards de suspects

UN DOCUMENTAIRE DE SYLVAIN LOUVET
UNE COPRODUCTION : ARTE FRANCE, CAPA PRESSE (2020-1H30)

Faut-il, pour stopper une pandémie ou éviter un attentat, accepter de renoncer à nos libertés individuelles ? A l'heure où de plus en plus d'États ont recours aux technologies de surveillance pour endiguer la propagation du coronavirus, cette enquête dresse un panorama mondial de l'obsession sécuritaire. Des caméras à reconnaissance faciale nigérianes à la répression chinoise des Ouïghours, ce film dévoile la relation incestueuse entre les industriels de la sécurité et les grandes puissances, avec un constat glaçant : le totalitarisme numérique est pour demain.

Aujourd'hui, plus de 500 millions de caméras sur la planète offrent aux autorités la capacité de nous surveiller, à peu près partout et à chaque instant. Sous couvert de lutte contre le terrorisme ou la criminalité, les grandes puissances se sont lancées dans une dangereuse course aux technologies de surveillance. Dorénavant, l'incroyable perfectionnement de l'intelligence artificielle valide l'idée d'un regard total. Aux États-Unis, les forces de police utilisent la reconnaissance faciale pour identifier les suspects. En Chine, les caméras peuvent repérer les criminels de dos, à leur simple démarche. En France, la police utilise des caméras intelligentes qui analysent les émotions et les comportements des passants. Marquée par l'attentat au camion du 14 juillet 2016, qui a fait quatre-vingt-six morts, et s'est produit en dépit des deux mille caméras scrutant la ville, Nice se situe désormais à l'avant-garde de l'expérimentation. Le centre de supervision et les zones dédiées à la reconnaissance faciale sont les chevaux de bataille du maire Christian Estrosi, qui veut faire de sa ville une *safe city*. Comme un virus, l'idéologie du tout-sécuritaire se répand à la mesure d'une révolution numérique à la puissance exponentielle. Va-t-elle transformer notre monde en une planète habitée par sept milliards de suspects ? Quel niveau de surveillance nos libertés individuelles peuvent-elles endurer ?

On le surnomme le «marché de la peur», estimé à 40 milliards de dollars par an. Colossaux, les enjeux de la surveillance intelligente aiguissent les appétits de sociétés prêtes à promouvoir le «modèle Big Brother» pour engranger les plus grands bénéfices. L'enquête internationale de Sylvain Louvet démonte les rouages de cette machine aux innombrables facettes et dévoile la relation incestueuse qui se noue entre les industriels et les pouvoirs publics. En Israël, elle souligne les liens entre l'armée, le Mossad et les start-up technologiques, soupçonnées de tester la reconnaissance faciale aux checkpoints. En France, elle met en lumière l'influence des multinationales de la défense, dans les orientations choisies par le maire de Nice Christian Estrosi. Aux États-Unis, elle donne la parole à ceux qui dénoncent la faillibilité du logiciel de reconnaissance faciale d'Amazon couplé à un fichage biométrique généralisé. Le documentariste a également réussi à enquêter en Chine, pays où l'obsession sécuritaire est en passe de donner naissance à une nouvelle forme de régime : La dictature 3.0. Arrestations «préventives» arbitraires, mise en place d'un système de notation des citoyens, fichage ADN et persécution systématisée (allant jusqu'à l'apposition de QR code sur les portes des appartements) de la minorité musulmane des Ouïghours... L'arsenal de la répression connaît un degré de raffinement inédit dans l'histoire de l'humanité. Un goulag numérique : telle est la vision du futur, dessinée par ce documentaire aussi percutant que glaçant.



© Capa Presse

Pour mieux comprendre

Il y a plus de **500 millions** de caméras de vidéosurveillance dans le monde.

Le marché mondial de la vidéosurveillance intelligente est estimé à près de **40 milliards de dollars**.

1 caméra pour 2 habitants en Chine d'ici fin 2020
Plus de **2 000 caméras** aujourd'hui à Nice.

1,4 milliards d'euros de fonds européens destinés à la recherche en matière de sécurité attribués pour près de 40% à des entreprises privées.

En 2 ans, le pentagone aurait investi plus de **70 millions de dollars** pour mettre au point un drone tueur autonome
En 15 ans, les **actes terroristes sont passés de 2 000 à près de 14 000 par an**.

Le FBI peut **identifier 50% de la population américaine** à partir d'une seule photo d'identité.

Le système de reconnaissance faciale d'Anyvision (start-up israélienne) serait **fiable à plus de 99%**.

Route de la soie numérique : un immense plan d'investissement de 1000 milliards de dollars lancé

par la Chine (Xi Jinping) afin de renforcer ses échanges commerciaux et de la connecter avec le reste du monde.

13 millions de Ouïghours (la minorité musulmane persécutée) vivent au Xinjiang. Dans cette province chinoise, le **budget pour la sécurité a été multiplié par 10**. Il atteint aujourd'hui près de **10 milliards de dollars**.

Un **dixième de la population Ouïghour** est interné.

Il existe plus de **1 000 camps de rééducation en Chine**.

Entretien avec le réalisateur Sylvain Louvet



Les technologies de surveillance sont souvent au départ présentées comme de simples expérimentations...

Sylvain Louvet : Partout le schéma est le même. Les États justifient d'abord le développement de ces outils par un souci d'innovation et de soutien aux entreprises du pays. Mais dès que survient un événement exceptionnel, comme un attentat ou une pandémie, ils les généralisent en invoquant l'argument sécuritaire. On l'a vu aux États-Unis avec le Patriot Act ou plus récemment avec la crise du coronavirus. Pour limiter les déplacements et tenter d'endiguer la propagation du Covid-19, certains pays comme la Chine, la Corée ou Singapour ont déployé à grande échelle des technologies telles que la géolocalisation des malades ou la reconnaissance faciale. A l'origine, protéger la population relève évidemment d'une ambition louable, mais une fois qu'elles existent, ces technologies peuvent être utilisées à des fins répressives. La question est de savoir jusqu'où nous sommes prêts à sacrifier nos libertés individuelles au profit de la sécurité.

L'Europe est-elle donc également entrée dans cette course à la surveillance ?

Aujourd'hui, 90 % des investissements en intelligence artificielle sont répartis entre les États-Unis et la Chine. Entre ces deux mastodontes, l'Europe tente de se frayer un chemin. À la Commission européenne, les crédits en matière de sécurité augmentent à chaque vote de budget et 40 % des fonds alloués à la recherche dans

ce domaine sont attribués à des entreprises privées. Ces subventions publiques financent des projets dignes de films de science-fiction, comme des décollages de drones autonomes en cas d'alerte ou des robots patrouilleurs aux frontières. En France, des villes comme Nice ou Saint-Étienne expérimentent en ce moment des caméras à détection d'émotion dans les transports ou des micros qui repèreraient les bruits suspects, et tout cela se fait dans la plus grande discrétion...

En Chine, ces technologies sont aussi des outils de contrôle de la population...

Les Chinois, pour lesquels l'ordre social l'emporte sur la liberté individuelle, sont moins rétifs que nous à cette culture de la surveillance. Le crédit social, système de notation évaluant la morale des citoyens, n'y est contesté que par une minorité de dissidents. En revanche, dans le Xinjiang, province peuplée par la minorité musulmane Ouïghour, ces outils contribuent à une répression féroce. Sorte d'étoile jaune 3.0, les portes des maisons affichent un QR code, délivrant des informations sur chaque foyer. Une application utilisée par la police chinoise sert également à faire remonter une série de données afin d'identifier les personnes suspectes et de les envoyer en camp de rééducation. Et le plus inquiétant, c'est qu'à ce stade, on ne sait pas si c'est un humain ou un algorithme qui prend cette décision. La deuxième option est malheureusement, devenu un scénario plausible.

Propos recueillis par Laetitia Moller